Non content d'avoir dégradé les conditions d'accueil du public dans les centres des Finances Publiques, d'avoir installé des bornes CAF dans les dits accueils en 2016, d'avoir créé des centres de contacts, ... c'est dans de nouveaux locaux que le directeur général organise l'accueil des usagers des Finances Publiques : les Maisons de Services au public (MSAP).

Cette nouvelle forme d'accueil s'organisait jusque là dans des MSAP initiées par des collectivités locales, en application de l'instruction du 7 octobre 2015. Plus fort, plus haut, plus loin : le Directeur Général promeut désormais dans une note du 13 février 2017, l'accueil (tarifé) dans les MSAP postales.

En clair pour pallier à la destruction massive du réseau et du maillage territorial et dans la droite ligne de l'instruction du 7 octobre 2015, le réseau des agences postales « devient une solution » pour la DGFIP. Mais tout cela bien sûr a un coût (*un tarif de 50€ HT par demi-journée est appliqué par la Poste au partenaire hébergé* **).**

La CGT Finances Publiques considère que l'accomplissement des missions doit se réaliser dans la sphère publique, des missions techniques aux missions d'État. Aussi, les missions de la DGFIP doivent être exercées par des agents sous statut et dans des services de proximité et de pleine compétence.

La DGFiP, ses missions et ses agents, à l'instar de toute la Fonction publique, font l'objet d'attaques incessantes depuis plusieurs années.

La CGT Finances Publiques propose d'autres orientations, d'autres choix de société, fondés sur le progrès social, la justice, le service public aux citoyens et la reconnaissance de l'investissement des personnels des Finances Publiques. La CGT défend une vision du service public qui part des besoins sociaux et pas des règles budgétaires.

Pour la CGT Finances Publiques, chaque usager de la DGFIP doit se voir offrir une stricte égalité de traitement et un égal accès à ses services. Les outils numériques n'ont pas vocation à supprimer l'implantation de services publics de proximité de la DGFIP, ce qui mènerait, comme pour la fermeture d'autres services publics tels que La Poste, les hôpitaux, les écoles, à une désertification et à une inégalité de traitement entre

usagers.

Parce que nous voulons pouvoir remplir pleinement nos missions de services publics, il est indispensable que nous disposions des moyens humains, logistiques et réglementaires à la hauteur des besoins de nos usagers.

Parce que nous ne gagnerons pas en restant isolés, la CGT Finances Publiques s'inscrit pleinement dans les initiatives lancées dans toute la Fonction Publique pour le 7 mars.

fichiers: Télécharger 2017-02-23_tract_msap.pdf (774.79 Ko)

Public: Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022

Accueil

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank